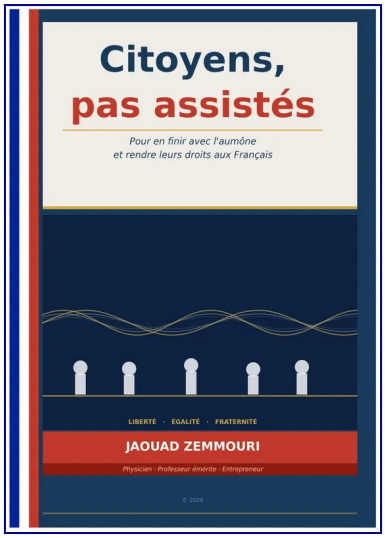
# Jaouad Zemmouri, Citoyens, pas assistés, octobre 2026

## Analyse (téléchargeable) de Léon Régent

## Le pot aux roses dévoilé à la fin




*Ce livre a été écrit avec le concours de l'intelligence artificielle pour sa structuration, sa mise en forme et le travail d'édition… Ce que vous avez lu est ma pensée, mon expérience de quarante ans de recherche et d'entreprise, mes chiffres, mes convictions. L'intelligence artificielle m'a aidé à les structurer et à les ciseler. Elle ne m'a pas dicté ce que je voulais dire — elle m'a aidé à le dire mieux, et plus vite.*

## Une apparence séduisante

Jaouad Zemmouri n'est ni économiste, ni politique, mais physicien, chercheur et entrepreneur. Il vient du Maroc. D'où l'intérêt de son diagnostic et de ses propositions pour la France.

On s'attend au travail sérieux d'un scientifique. Les 5 premiers chapitres (sur un total de 16) surprennent par la qualité de l'écriture. Le sujet aride (les turpitudes du système socio-fiscal actuel) est agréable à lire et bien illustré par des exemples et quelques graphiques.

Quand *un nouveau problème social émerge, un groupe interpelle les parlementaires. Les médias s'en emparent. Une association publie un rapport. Des experts auditionnent. Et la réponse politique inévitable arrive : une nouvelle aide, ciblée, conditionnelle, soumise à des critères de ressources, gérée par une nouvelle caisse ou un nouveau service administratif. C'est simple. C'est visible. Ça fait une bonne dépêche de presse. Et ça coûte une fortune à gérer tout en ratant souvent ses cibles.*
*C'est ainsi que notre système social a accumulé, couche par couche, une stratification d'une complexité vertigineuse. Le RSA, la Prime pour l'emploi, la Prime d'activité, le chèque énergie, l'allocation de rentrée scolaire, les APL modulées selon une dizaine de critères, l'AAH, le minimum vieillesse, l'ASS, la CMU-C, l'ACS, l'APA, la PCH, le FNSA, le chèque alimentation, le bonus-malus automobile... La liste est interminable. On en compte aujourd'hui plus d'une quarantaine de dispositifs distincts d'aide sociale nationale, auxquels s'ajoutent des centaines de variantes locales gérées par les départements et les communes.* [chap 3,II].

Le chapitre 8, qui dénonce l'absurdité du double remboursement des dépenses de santé (SS + complémentaires), est de la même veine.

Le lecteur adhère sans peine à la démonstration : la « sécu » a été bien pensée pour le contexte de 1945, mais depuis, le monde a changé… et la sécu est restée la même, totalement inadaptée au monde d'aujourd'hui :

- Il n'y a plus de plein-emploi.
- Les carrières sont morcelées, on ne passe plus sa vie active dans la même entreprise.
- Le nombre d'actifs par retraité diminue.
- L'économie fermée et souveraine est maintenant exposée à la concurrence mondiale.

## Un revenu universel atypique

Le RU inconditionnel et individuel présenté au chapitre 6 comprend un socle de 500 € par personne, de la naissance à la mort, associé à un impôt de 25 % du brut.

- Le montant est le même pour les enfants, alors que le « supplément enfant » du système actuel tourne autour de 250 € par mois.
  Il n'est pas majoré pour les retraités (ASPA supprimée).
- Les 500 € sont imposables au taux de 25 %, il ne reste donc que 375 €, ce qui est beaucoup plus faible que les minima sociaux actuels.
  Avec un taux d'imposition unique, il serait plus simple de donner 375 € plutôt que de donner 500 € et de reprendre 125 €.

Le graphique « Sophie et ses enfants » [chap 6,V] surprend un œil averti. La situation avant réforme (1000 € en l'absence de revenus) oublie l'ASF (2x200 €) et les APL (500 € en zone 2). La situation après réforme (1500 € pour 3 personnes) oublie l'impôt de 25 %. Avec la réforme, et sans même compter la suppression de multiples aides diverses et la hausse de la TVA, le revenu disponible de Sophie va passer de 1900 € à 1125 €.
Erreur ou mensonge ?

## Des chiffres faux, une présentation fallacieuse

La suite précise le projet de réforme :

- Les cotisations patronales sont supprimées, pour un coût de 292 Md€. De ce fait, les salaires bruts pourront augmenter.
- Une taxe (« CAR »= Contribution d'Activité Réelle) de 6 % du CA réalisé en France est instaurée. Appliquée à un montant de 5166 Md€ (supérieur au PIB !), elle rapporterait 310 Md€. Une même marchandise revendue plusieurs fois (grossistes puis détaillants) sera taxée plusieurs fois de 6 %.
- L'impôt de 25 % remplace les cotisations salariales (CSG, CRDS…) et l'IR.
- Les 470 niches fiscales sont supprimées, pour un gain immédiat de 90 Md€.
- L'anomalie du QF (favorable aux riches) est supprimée pour un gain de 15 Md€
- Les 500 € par personne ne coûtent pas 393 Md€, mais 250 Md€ compte-tenu de l'impôt de 25 % et de la TVA.
- La TVA de 20 % est portée à 25 %. Le taux réduit de 5,5 % est étendu.
- 150 000 agents publics seront redéployés de la bureaucratie vers des tâches utiles.
- Le cas des retraités (opération blanche… malgré la taxe de 25 % et la suppression de l'ASPA ?) est incompréhensible.
- La réduction de la fracture sociale (coût estimé de 70 Md€ additionnant dépenses telles que criminalité, santé… et recettes anormales telles que non-recours !) ajouterait 35 Md€ de bénéfice.
- Les salaires des enseignants seront augmentés.

Un bilan incompréhensible de la réforme présente 1811 Md€ de recettes pour 1806 Md€ de dépenses. Autrement dit, alors que les ménages et les entreprises sont présentés comme largement gagnants, l'État remplace son déficit (169 Md€) par un solde positif de 5,5 Md€ [chap 7,VII]. La dette recule. C'est miraculeux.

Il n'y a aucune note, aucune mention de l'origine des chiffres. Ils viennent sans doute de l'IA.

De nombreux exemples font état d'un bonus de 500 €, oubliant l'impôt de 25 % et la suppression des aides actuelles.

Sur simple signalement d'un directeur de collège (absentéisme...), le versement du socle sera interrompu.

De nombreux détails et cas particuliers (AAH, gardes d'enfants, frais professionnels, nombre de fonctionnaires…) ne sont pas évoqués.

## Conclusion

Même l'IA est incapable de comprendre le budget de l'État. A fortiori un citoyen, même physicien de haut niveau scientifique.

Pour une approche plus réaliste du même sujet, mais qui a demandé plus de dix ans de travail, voir La face cachée des dispositifs socio-fiscaux.

Le livre est achetable sur Amazon en version Kindle (ou option epub) pour 6,99 €.

## Autres commentaires et recensions

### https://play.radioplayer.org/fr/show/MjUwfjE0MTI-MTE4NzM5 (RCF Notre Dame 15')

### https://argoul.com/2026/10/14/jaouad-zemmouri-citoyens-pas-assistes/

L'époque est propice à une réflexion sur le modèle social français. Depuis des dizaines d'années, le modèle va dans le mur. Depuis Mitterrand II avec Rocard en 1988, explique l'auteur, où avec le RMI, le gouvernement a admis que l'équilibre instauré par la Sécurité sociale en 1945 était rompu. On est passé de la logique d'assurance à la logique d'assistance – de l'ayant-droit au demandeur qui doit justifier de sa misère pour toucher une aumône. Depuis, personne n'a rien fait, éternellement soumis aux pressions électorales de court terme, et à la surenchère de « la gauche » du toujours plus. Pourtant l'argent existe, il est seulement mal orienté, mal prélevé, mal distribué.

Jaouad Zemmouri (qui n'a aucun lien de famille avec Zemmour), est un Marocain arrivé en France en 1981 à 21 ans pour poursuivre des études de physique fondamentale. Parfait exemple de la méritocratie républicaine, l'étudiant a brillamment réussi, passé son doctorat en 1988, est devenu Professeur des Universités de Lille en 1998. Par choix délibéré, il a choisi la nationalité française en 1990. « Ce que j'ai trouvé en arrivant à dépassé ce que j'étais venu chercher. Pas seulement les bibliothèques et les laboratoires. Pas seulement la qualité des professeurs. Quelque chose de plus profond de plus rare : un contrat social ». Celui de Pierre Laroque en 1945. Il a été fonctionnaire de l'État comme professeur, chercheur dans un laboratoire public, puis entrepreneur privé qui crée, embauche et investit – en se confrontant quotidiennement aux charges, aux réglementations et aux marchés. Il a constaté que la situation s'est dégradée progressivement. La dissolution de l'Assemblée nationale en 2024 et le chaos qui s'en est ensuivi était le symptôme, pas la maladie, dit il. D'où ce livre : un diagnostic et une proposition.

Les quatre piliers de l'âge d'or de 1945 se sont effondrés.

Le premier était le plein emploi de masse ; aujourd'hui le chômage dépasse 8%.

Le second était l'âge d'or de l'industrie et de l'usine où l'on faisait carrière de 18 à 65 ans ; aujourd'hui, 80 % des contrats sont en CDD et le chômage n'est jamais loin.

Le troisième était une démographie triomphante avec le baby-boom, quatre actifs cotisants pour un seul retraité ; aujourd'hui, c'est presque l'inverse. Et ceux qui braillent contre l'immigration et pour la souveraineté oublient de faire des enfants.

Le quatrième était une économie fermée et souveraine avec des frontières douanières et l'État qui contrôle sa monnaie et peut la dévaluer ; aujourd'hui, nous sommes une économie ouverte et amarrée à l'euro qui oblige. L'ouverture des frontières et l'éveil industriel de l'Asie, dont la Chine, suscite une compétition mondiale pour laquelle le système de financement social français n'a pas été conçu. On taxe toujours autant, ce qui augmente le coût du travail et les impôts payés par les salariés, alors que les pays d'Asie travaillent beaucoup plus pour beaucoup moins, et avec quasiment aucune taxe. L'équation est

impossible.

« Un consultant indépendant qui facture 8000€ par mois à travers sa micro-entreprise finance moins le système social qu'un employé de bureau qui gagne 2500€ en CDI, alors que ses capacités contributives sont bien supérieures », expose-t-il. L'État a financé la protection sociale en taxant un modèle de salarié industriel stable qui est en train de disparaître. Car l'économie numérique contribue très peu ou pas du tout au pot commun. Près de 5 milliards d'euros de manque à gagner chaque année pour la protection sociale, estime l'auteur. Quant à la démographie, c'est le papy-boom : moins de cotisants, plus de dépenses de retraite et de santé. Tous les politiciens ont fait semblant que rien n'avait changé, en ajoutant une rustine sur la rustine précédente. Toujours des réformes, et toujours des services publics qui se dégradent, toujours du financement qui se dérobe « Et voici le résultat : un système qui absorbe près de 34% de PIB en dépenses sociales – le taux le plus élevé du monde – et qui malgré cela laisse 9 millions de Français sous le seuil de pauvreté C'est la définition d'un système à la fois trop cher et insuffisamment efficace ».

A chaque nouveau problème une nouvelle aide. La complexité augmente le nombre de règlements, de bureaux et de fonctionnaires pour gérer tout cela. L'auteur prend plaisir à citer la liste – interminable : « Le RSA, la prime pour l'emploi, la prime d'activité, le chèque énergie, l'allocation de rentrée scolaire, les APL modulées selon une dizaine de critères, l'AAH, le minimum vieillesse, l'ASS, la CMU, l'ACS, l'APA, la PCH, le FNSA, le chèque alimentation, le bonus-malus automobile…» Plus d'une quarantaine de dispositifs distincts d'aides sociales nationales, plus les centaines de variantes locales gérées par les départements et les communes. Pour administrer tout cela, près de 150 000 fonctionnaires pour 14 milliards d'euros de coût annuel estimé pour les seuls frais de gestion. Sans parler des 470 niches fiscales qui coûtent entre 80 et 90 milliards d'euros par an.

Pire : c'est la mécanique de la falaise pour les aides sociales. Elles sont soumise à des plafonds de ressources et les seuils sont situés dans la même zone de revenus, ils se superposent. Quand un travailleur précaire franchit cette zone en gagnant un peu plus, il perd toutes ses aides. Travailler plus pour gagner moins, c'est le résultat de ce socialisme d'assistanat. Il faut contrôler, et la bureaucratie est devenue une fin en soi plus qu'un moyen. Les dommages invisibles que font le système aux gens sont psychologiquement, socialement et politiquement incommensurables. L'individu intègre progressivement que ses actions n'ont pas d'effet prévisible sur sa situation. Avec des démarches infructueuses, des formulaires à remplir, des droits qui changent tous les trimestres, des menaces de remboursement de trop-perçu, du flicage généralisé. C'est développer une relation de dépendance passive (à la soviétique) vis-à-vis du système. Les classes moyennes, piliers de la démocratie, sont prises au piège par une smicardisation silencieuse. A quoi bon obtenir un diplôme, si c'est pour gagner une centaine d'euros de plus que le smicard qui n'a rien fait en classe ? Le SMIC est indexé sur l'inflation, mais pas les salaires au-dessus. L'entreprise est obligée d'user de sa marge pour payer le SMIC légal, et n'a plus assez de trésorerie pour augmenter les autres. « Pour chaque euro accordé au salarié, l'employeur en débourse 2,3 à 3. Le mérite coûte trop cher ». C'est ainsi que l'on détruit la valeur du travail.

Le seul remède : l'imposition du revenu dès le premier euro, taxe universelle à 25 %, et la fin des niches (90 milliards). L'impôt sur les société est supprimé pour être remplacé par une taxe unique de 6 % sur le chiffre d'affaires réalisés en France. Ainsi, Amazon ne peut pas déclarer rien du tout. Fin aussi de l'impôt privé que sont les mutuelles obligatoires, avec leur racket de 20 % de frais de gestion, alors que la Sécurité sociale n'en connaît que 4 % ; on récupère 8 milliards. En revanche, une TVA sociale à 25 % au lieu de 20 % actuellement. Les taux

réduits sont maintenus pour les produits de première nécessité (5,5%) et les services locaux (10%), mais ce sont les consommateurs qui payent – librement – les dépenses de surplus, notamment les étrangers qui viennent en touristes sans contribuer aux services et infrastructures financées par l'impôt, ou les importations qui ne produisent aucune cotisation sociale. « C'est de la thermodynamique appliquée à la République », dit l'auteur.

Un autre remède, plus révolutionnaire : le Socle inconditionnel, de la naissance au décès. L'auteur propose 500€ par mois brut, versé à chaque français éligible, « sans conditions, sans exceptions, sans formulaire à remplir, sans dossier à constituer, sans rendez-vous à honorer devant une Administration qui juge… » C'est un droit de cité (aux Français légitimes), pas une aumône. Ce revenu est destiné à rendre le travail librement choisi plutôt que subi par la peur. C'est une énergie d'activation à chaque étape de la vie. Plus aucun effet de seuil : dès le premier boulot, le salaire s'ajoute à ces 500€. Il protège tous les travailleurs quel que soit leur statut. Il reconnaît le travail invisible. Il restaure la dignité. Il libère l'entreprenariat à tout âge et en toute sécurité. Les expériences internationales montrent que cela n'incite pas les gens à éviter le travail. Le revenu universel n'est pas une idée de gauche, l'un de ses défenseurs les plus célèbres était Milton Friedman, l'économiste libéral le plus influent du XXe siècle, conseiller de Reagan et Thatcher. Ce revenu illustre les trois mots de la devise républicaine : la fraternité qui dit que nul citoyen de la République ne mourra dans le dénuement ; l'égalité qui dit que la même règle s'applique à tous ; la liberté qui dit que chaque citoyen est maître de son effort.

Il y aura des résistances, mais la transformation du modèle est inéluctable. Une longue phase de transition sera nécessaire, mais une campagne présidentielle est justement le moment de commencer à en débattre. L'auteur « incarne » chaque exemple dans des cas concrets. « Ce que les sondages ne capturent pas et que les études de psychologie sociale documentent systématiquement, c'est que la confiance se reconstruit très vite quand les institutions prouvent qu'elles fonctionnent. Pas par des discours – par des actes concrets, mesurables, vérifiables sur le relevé bancaire… »

Un livre intéressant car non idéologique, fondé sur l'application de lois physiques. Bien loin du brûlot provocateur et approximatif d'une Knafo, intéressée à prendre le pouvoir. Évidemment, un livre non médiatique, publié à compte d'auteur. Mais qu'on se le lise !

Jaouad Zemmouri, Citoyens, pas assistés – pour en finir avec l'aumône et rendre leurs droits aux Français, 2026, Édition d'auteur jaouad.zemmouri@icloud.com, 261 pages, €15,99, e-book Kindle €6,99

(mon commentaire est libre, garanti sans IA, seuls les liens sont sponsorisés par amazon.fr)

Attachée de presse BALUSTRADE : Guilaine Depis, 06 84 36 31 85 guilaine_depis@yahoo.com

## https://cdurable.info/ni-assistes-ni-profiteurs-mais-citoyens-a-egalite-de-droits-et-devoirs-le-temps-est-venu/

**Tribune Cdurable à Jaouad Zemmouri, physicien, professeur émérite à l'Université de Lille, auteur de Citoyens, pas assistés. Parce que le temps est venu d'être des Citoyens à égalité de droits et devoirs, ni assistés, ni profiteurs.**

La situation, aujourd'hui, diverge. **Il est temps de revoir notre façon de faire, sans remettre en cause nos acquis**. C'est même la seule manière de les préserver. Il suffit de

regarder autour de nous. **Les jeunes sont dans la rue**. Les retraités, que l'on disait résignés, commencent à leur tour à se faire entendre. **Le pouvoir d'achat est sur toutes les lèvres**. Et pendant ce temps, on cherche en vain à construire **un budget 2027 que personne ne sait boucler**. **Chacun réclame, chacun proteste**, et l'**État, sommé de répondre à tous, n'a plus les moyens de répondre à personne**.

> ***Chacun réclame, chacun proteste et l'État, sommé de répondre à tous, n'a plus les moyens de répondre à personne.***

J'emploie le mot « **divergence** » à dessein. Physicien, spécialiste des systèmes non linéaires, je l'entends au sens précis que lui donnent les mathématiques. Un système qui converge est un système qui, lorsqu'on l'écarte de son équilibre, finit toujours par y revenir. Les secousses passent, les tensions retombent, l'ensemble retrouve son point d'appui. **Un système qui diverge**, au contraire, **s'éloigne un peu plus de son équilibre à chaque oscillation**. Chaque réponse apportée à une difficulté en crée une autre, plus grande. **On ne corrige plus, on amplifie**.

**C'est exactement ce que nous vivons**. Pendant longtemps, notre modèle social a su absorber les crises. Une catégorie protestait, on trouvait un compromis, et la machine repartait. Ce temps est révolu. Aujourd'hui, **du plus jeune au plus vieux**, **du lycéen inquiet pour son avenir au retraité inquiet pour sa pension, en passant par l'actif qui ne boucle plus ses fins de mois**, **tout le monde est mécontent en même temps**. Ce n'est plus une addition de colères particulières. C'est le signe que **l'ensemble ne retrouve plus son équilibre**.

**Ce constat porte pourtant une bonne nouvelle**. Tant que chacun pensait que le problème venait des autres, rien ne pouvait bouger. Désormais, **la prise de conscience est générale : tout le monde voit que ça ne marche plus**. **C'est la condition première de tout changement**. **Encore faut-il savoir quoi changer**, et surtout **ce qu'il ne faut à aucun prix abandonner**.

**Regardons les choses en face**. **L'hôpital n'en peut plus. L'école ne tient plus ses promesses. La sécurité se dégrade** au point que certains en viennent à voir le policier comme un ennemi, ce qu'il n'est pas. **Et la dette, elle, continue d'enfler** sans que personne ne sache comment la contenir. On pourrait **traiter chacun de ces dossiers séparément**, avec son ministre, son plan et son enveloppe. **Ce serait une erreur**. Il s'agit d'**une seule et même crise, qui se décline secteur par secteur**.

Si nous n'y prenons pas garde, le plus dur est devant nous. **Un mécontentement qui ne trouve pas d'issue finit toujours par se retourner contre lui-même**. **Les Français commenceront à s'en prendre les uns aux autres** : les jeunes aux anciens, les actifs aux inactifs, les uns aux autres selon leur quartier, leur métier ou leur origine. Ce mouvement est déjà engagé. Notre vie politique en offre le miroir, fragmentée en camps qui ne se parlent plus et qui ne savent plus gouverner ensemble.

**Il faut donc chercher une solution. Mais pas à n'importe quel prix**. Une règle doit guider toute réforme : **nos fondamentaux ne sont pas négociables. Liberté, Égalité, Fraternité**. Tout le reste peut être repensé, les dispositifs, les organisations, les financements. Ces trois principes, non. Si nous réformons, c'est précisément pour leur rester fidèles. Encore faut-il comprendre sur quoi ils reposent. Liberté, Égalité, Fraternité ne sont pas des axiomes tombés du ciel. Ils supposent **un principe premier**, sans lequel ils ne sont que des mots gravés au

fronton de nos mairies : **la citoyenneté**. Il n'y a de liberté que pour des citoyens qui l'exercent, d'égalité que pour **des citoyens qui se reconnaissent les mêmes droits et les mêmes devoirs**, de fraternité que pour **des citoyens qui se sentent liés par un destin commun**.

Or c'est ce socle que nous avons laissé s'éroder. **Le citoyen est celui qui participe, qui contribue, qui prend sa part**. À force de vouloir protéger, nous avons multiplié les aides bien souvent sans rien demander en retour. **Nous avons, sans le vouloir, transformé une partie des citoyens en assistés, qui attendent de recevoir plutôt que de contribuer**. Mais soyons justes et regardons des deux côtés. Car pendant que nous fabriquions **des assistés en bas**, nous laissions prospérer **des profiteurs en haut**. Niches fiscales, dérogations, exonérations : au fil des années, **certains ont obtenu de la collectivité des avantages considérables sans jamais prendre leur juste part de l'effort commun**.

**L'assisté et le profiteur** procèdent au fond de la même logique, celle qui consiste à **attendre de la nation sans se sentir redevable envers elle**. Dans les deux cas, on a cessé d'être citoyen. Que faire, alors ? Cesser de rapiécer. Tant que nous ajouterons une aide ici, une niche là, une dérogation pour calmer telle catégorie, nous continuerons d'alimenter la divergence. **Il faut changer de logique et remettre le citoyen au centre**.

## *Il faut changer de logique et remettre le citoyen au centre*

C'est ce que je propose avec **un Socle inconditionnel de citoyenneté**. **Chaque citoyen, de sa naissance à sa mort, reçoit de la République** un même socle, **sans avoir à prouver qu'il est malade, sans emploi ou dans les bonnes cases**. **En échange, chacun prend sa part de l'effort commun, selon ses moyens, sans échappatoire**. Plus d'assistés enfermés dans des conditions qui les dissuadent d'avancer. Plus de profiteurs à l'abri de leurs niches. **Des citoyens, à égalité de droits et de devoirs**.

## *Des citoyens, à égalité de droits et de devoirs*

Reste la question qui fâche : **comment le financer ?** Il faut d'abord se souvenir de ce qu'a fait **le Conseil national de la Résistance**. **En 1945, il a adossé la protection sociale au travail salarié, parce que c'était alors le cœur de l'économi**e : des usines, des ouvriers, des salaires. Ce choix était juste et adapté à son époque.

**Quatre-vingts ans plus tard, l'économie a changé, mais le financement est resté le même**. Nous faisons **toujours porter l'essentiel de notre solidarité sur le travail**, au point de le rendre trop cher à créer, pendant que la consommation de produits importés, le patrimoine et les géants du numérique y contribuent peu. Le pull fabriqué à Lille finance notre Sécurité sociale, celui fabriqué à l'autre bout du monde et vendu en France n'y verse presque rien.

**Être fidèle au CNR**, ce n'est pas recopier ses solutions. **C'est refaire son geste avec les réalités de 2026**. **Alléger la charge qui pèse sur le travail**. **Faire contribuer la consommation**, y compris importée. **Associer le patrimoine et l'économie numérique à l'effort commun**. **Supprimer les niches fiscales** qui permettent à certains d'y échapper. **Un financement juste, parce que chacun y prend sa part**. Et adapté, parce qu'il repose sur l'économie d'aujourd'hui et non sur celle de 1945.

## *Un financement juste, parce que chacun y prend sa part*



**Jaouad Zemmouri, physicien, professeur émérite à l'Université de Lille, auteur de Citoyens, pas assistés**.

**Ce n'est pas une utopie. C'est une architecture chiffrée et financée**, avec une transition organisée pour basculer sans casse. Et ce n'est pas une rupture avec notre histoire. C'en est la suite. Car la France n'a jamais été grande par sa taille, ni par ses armées, ni par sa monnaie. Elle l'a été chaque fois qu'elle a osé prendre ses trois mots au sérieux. En 1789, quand elle a fait de ses sujets des **citoyens**. Avec **l'école publique et gratuite**, quand elle a décidé que le savoir ne serait plus réservé à ceux qui pouvaient le payer. En 1945, quand, dans un pays en ruines, elle a bâti **une Sécurité sociale pour tous**. À chaque fois, on lui a opposé les mêmes objections : trop ambitieux, trop coûteux, irréaliste. À chaque fois, **l'histoire lui a donné raison**.

Les jeunes dans la rue, les retraités qui se lèvent, le budget impossible : tout nous dit que **le moment est venu. Il est peut-être temps d'une quatrième fois**.

## *Ni assistés, ni profiteurs. Citoyens.*

## https://www.linkedin.com/posts/guilaine-depis_jaouad-zemmouri-observe-avec-tristesse-comme-ugcPost-7519328973613363200-9n0L/

Guilaine Depis

Experte en relations presse & publiques et communication (conseil en image, storytelling, réseaux sociaux ; coaching holistique avec transformation physique & stratégies d'influence)

Jaouad Zemmouri observe avec tristesse comme nous tous les récents pillages.

Son approche de physicien est extrêmement originale, unique. Il analyse scientifiquement la situation politico-économique de la France comme il le fait dans sa vie professionnelle de professeur émérite de physique à l'université de Lille.

Selon lui, la société se disloque car une partie de la population ne peut pas se sentir « citoyenne » puisqu'elle serait acculée à passer sa vie à mendier des aides sociales dans un gloubi boulga de prestations impénétrable et inefficace.

La dépense publique explose, tandis que les gens restent pauvres et sans place digne dans la société.

Son livre « Citoyens, pas assistés » repose sur son souhait d'un retour aux principes de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, de la devise de la République « liberté égalité fraternité ».

Il propose de supprimer toutes les aides sociales tout en attribuant de la naissance jusqu'à la mort un socle universel de 500 euros par mois à chaque individu né sur le sol français. Je dis bien depuis la naissance jusqu'à la mort. Avec cet argent géré par les parents pour les mineurs.

Pensez-vous que cette proportion résoudrait nos problèmes actuels de violences ?

Son point de vue a été étudié par un de mes amis docteur en science politiques, professeur en économie finance, pas marqué à gauche, mais qui trouve pertinente et intelligente l'approche dénuée d'idéologie de Jaouad Zemmouri.

Que vous soyez d'accord ou pas avec lui, Jaouad Zemmouri est prêt à débattre avec tout le monde dans le respect et à argumenter pour vous convaincre. Je peux vous envoyer son livre.

Comme attachée de presse, je rêverais de le voir nourrir les débats économiques pour les présidentielles. On a besoin d'idées neuves !